



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 7 au 11 septembre 2026

Southern Africa

- The US Senate approved the extension of the African Growth and Opportunity Act (AGOA) until 2028, giving African exporters more time and stability to access the US market without tariffs. Southern African countries will benefit differently, with Lesotho and Eswatini especially dependent on AGOA for textile exports, while Angola and Zambia will see more limited effects.
- The African Development Bank has approved a \$5.1 billion plan to help African countries deal with rising energy and fertilizer costs. The plan aims to protect vulnerable households, support food and energy supplies, and improve economic resilience.
- Private credit is growing quickly in Africa, with assets under management reaching \$5.6 billion at the end of 2025, up 211% from \$1.8 billion in 2020. This growth is driven by companies needing alternative financing, especially for infrastructure and small and medium-sized businesses.

South Africa

- South Africa's economy contracted by 0.2% in the second quarter of 2026, ending six consecutive quarters of growth, while unemployment increased to 33.6% (up from 32.7% in Q1 2026). The decline in activity was mainly caused by weaker trade, manufacturing and mining.
- France and Germany will provide €300 million in concessional loans to support reforms in South Africa's major cities. The funding aims to improve electricity, water, sanitation and waste services and strengthen the financial situation of municipalities.

- Chinese carmaker Chery will produce vehicles using the Completely Knocked Down (CKD) system at its Rosslyn factory, creating more local industrial activity. The company plans to produce 50,000 vehicles per year and a target of 40 % of local content by 2028.

Angola

- Angola's annual inflation fell to 8.78% in August 2026 (down from 9.33% in July 2026), continuing its downward trend. Food and non-alcoholic drinks remain the main drivers of inflation, although prices vary significantly between regions.
- Angola has adopted new legislation to strengthen its fight against money laundering. The rules increase controls on politically exposed people and their relatives, as the country seeks to improve its financial system and leave the FATF grey list.
- Angola has attracted almost \$99 billion in oil-sector investment over the past nine years and expects another \$70 billion by 2030. The government wants to increase exploration, develop natural gas and expand refining capacity to reduce dependence on imported fuel.

Malawi

- French company Carester will provide technology and support for the processing of rare earths from the Kangankunde project in Malawi. The partnership is part of Europe's efforts to secure supplies of critical minerals and reduce dependence on China.

Mozambique

- The Mozambican government is looking for a strategic investor to take a partial stake in state-owned telecom operator TMCEL. The objective is to improve the company's financial situation, modernise its services and protect key telecommunications infrastructure.
- A Chinese company has acquired 70% of graphite assets in Mozambique for \$17 million. This deal strengthens China's presence in the country's graphite sector, which is becoming increasingly important for battery and industrial production.

Namibia

- Norwegian energy company Equinor has acquired a 17.4% stake in an oil exploration licence in Namibia's Orange Basin. The investment highlights the growing interest in the region, which is believed to have significant oil potential.

- Namibia has rejected new US conditions linked to HIV/AIDS funding because they involved access to sensitive health data and biological samples. The decision reflects concerns about privacy and national sovereignty and follows similar decisions by other African countries.

Zambia

- Zambia has improved macroeconomic stability, with inflation back within the Bank of Zambia's target, reserves at \$6.4bn (4.4 months of imports), and debt restructuring covering 94% of the target. Hichilema's re-election with 61% should support policy continuity, while 2026 growth is forecast at 4.3%, with jobs, investment and energy as key challenges.

Zimbabwe

- The World Bank says Zimbabwe should accelerate structural reforms to turn recent economic stability into stronger growth and job creation. Key priorities include improving infrastructure and electricity supply, strengthening regulations, solving debt problems and attracting private investment.

ZOOM : L'accord commercial Etats-Unis-Afrique AGOA prolongé jusqu'en 2028, avec des effets différenciés en Afrique australe

Alors que l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), dispositif commercial américain créé en 2000 permettant aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter plus de 1 800 produits vers les États-Unis en franchise de droits, doit expirer fin 2026, le Sénat américain a approuvé le 18 août sa prolongation jusqu'à fin 2028, par 90 voix contre 6, après un vote similaire de la Chambre des représentants en janvier (340 contre 54). Le texte doit encore être adopté définitivement par la Chambre puis promulgué par le Président américain. Sa prolongation devrait offrir davantage de visibilité aux exportateurs et investisseurs, notamment dans les secteurs manufacturiers et agricoles.

L'Afrique australe figure parmi les principaux bénéficiaires du dispositif. En 2024, les importations américaines en provenance des pays bénéficiaires de l'AGOA ont atteint 8,2 Mds USD, dont 4,0 Mds USD pour l'Afrique du Sud, devant le Lesotho (150 M USD) et l'Angola (124 M USD). En Afrique du Sud, les métaux précieux représentent environ 67 % des exportations vers les États-Unis et sont largement couverts par des exemptions tarifaires spécifiques, ce qui limite l'importance de l'AGOA pour une grande partie du panier d'exportation. L'exposition au dispositif est en revanche particulièrement marquée dans certains secteurs : 99 % des exportations automobiles et 83 % des exportations agricoles vers les États-Unis sont couvertes par l'AGOA. Dans l'automobile, l'avantage tarifaire est toutefois fortement réduit par le droit additionnel de 25 % appliqué aux véhicules au titre de la Section 232, qui s'ajoute au régime préférentiel de l'AGOA. Dans l'agriculture, l'AGOA demeure notamment favorable aux exportations de fruits, jus, noix de macadamia et certains vins.

L'enjeu est particulièrement important pour les petites économies de la région. Au Lesotho, les exportations sous AGOA, principalement composées de textiles et de vêtements, ont atteint 150 M USD en 2024 (soit 15% des exportations annuelles du Lesotho). Le rétablissement de l'accès sans droits de douane depuis le 24 juillet restitue en théorie un avantage tarifaire de 10 à 12,5 points face au Bangladesh et au Vietnam. Les volumes exportés n'ont toutefois pas encore rebondi à la hauteur de cet avantage retrouvé, suggérant qu'une partie de la demande américaine s'est durablement réorientée vers d'autres fournisseurs. L'Eswatini présente également une forte dépendance aux préférences américaines dans le textile et l'habillement.

L'exposition aux mesures tarifaires américaines demeure toutefois très variable selon les économies. En Angola, soumis au tarif résiduel de 12,5 %, le pétrole et les produits raffinés représentent plus de 90 % des exportations vers les États-Unis et bénéficient de larges exemptions, limitant de facto l'impact des mesures tarifaires sur l'essentiel des échanges. La Zambie présente une évolution favorable de ses exportations vers les États-Unis, en hausse de 203 % depuis avril 2025 par rapport à la moyenne de 2024, notamment grâce aux exportations de cuivre exemptées de droits de douane.

Pour ces deux pays, la prolongation de l'AGOA ne devrait donc pas entraîner de modification substantielle de leur traitement tarifaire actuel.

À court terme, la prolongation jusqu'en 2028 constitue néanmoins un soutien pour les économies d'Afrique australe, en renforçant la visibilité nécessaire aux décisions d'investissement et en limitant les risques pesant sur l'emploi et les exportations manufacturières.

Sommaire :

Afrique australe

- La BAfD mobilise 5,1 Mds USD pour amortir le choc énergétique et agricole en Afrique
- Moody's constate une forte progression du crédit privé en Afrique, avec des actifs sous gestion à 5,6 Mds USD fin 2025

Afrique du Sud

- L'activité se contracte de 0,2 % au deuxième trimestre 2026
- La France et l'Allemagne accordent 300 M EUR de prêts concessionnels adossés au JETP pour soutenir la réforme des services des grandes villes sud-africaines
- Chery confirme une production « completely knocked down » (CKD) pour son usine de Rosslyn

Angola

- L'inflation poursuit son ralentissement en août
- L'Angola renforce son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux
- Angola Oil & Gas 2026 / Près de 85 Mds EUR investis dans le secteur pétrolier angolais en neuf ans, et 70 Mds USD projetés d'ici 2030.

Malawi

- Le groupe français Carester s'implique dans la chaîne de valeur du projet minier de Kangankunde

Mozambique

- L'Etat se désengage partiellement de l'opérateur télécom TMCEL
- La Chine renforce sa présence dans le graphite

Namibie

- Le norvégien Equinor entre au capital d'un permis d'exploration pétrolière opéré par Chevron dans l'Orange Basin
- La Namibie refuse les nouvelles conditions américaines de partage de données de santé

Zambie

- La réélection de Hichilema confirme la continuité de la politique économique

Zimbabwe

- La Banque mondiale appelle à accélérer les réformes structurelles pour soutenir la croissance et l'emploi

Afrique australe

La BAfD mobilise 5,1 Mds USD pour amortir le choc énergétique et agricole en Afrique

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé un cadre mondial de réponse à la crise de l'énergie et des engrais (GEFCRF) doté de 5,1 Mds USD, destiné à atténuer les effets des chocs externes sur les économies africaines. Le dispositif sera financé à hauteur de 4,1 Mds USD sur les ressources de la BAD et de 960 M USD via le Fonds africain de développement (FAD). D'une durée initiale d'un an, il pourra être reconduit après réexamen. Son déploiement sera fonction de la demande et du degré de vulnérabilité des pays bénéficiaires.

La mise en place de ce mécanisme intervient dans un contexte de renforcement des tensions sur les marchés internationaux de l'énergie, des produits alimentaires et des engrais, sous l'effet notamment des perturbations des échanges et des principaux corridors maritimes liées au conflit au Moyen-Orient. Pour les économies africaines fortement dépendantes des importations d'hydrocarbures et d'intrants agricoles, ces chocs sont susceptibles d'accentuer les pressions inflationnistes, les besoins de financement extérieur et les déséquilibres des comptes courants, tout en renchérissant les coûts de production agricole.

Le cadre s'articule autour de quatre axes : (i) la stabilisation macroéconomique ; (ii) la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en denrées alimentaires, énergie et engrais ; (iii) la préservation des dépenses essentielles et la protection des ménages vulnérables ; et (iv) la poursuite des réformes destinées à renforcer la résilience aux chocs futurs. La BAfD entend ainsi combiner une réponse

conjoncturelle aux tensions actuelles avec des mesures visant à réduire la vulnérabilité structurelle des économies africaines aux chocs sur les matières premières et les intrants agricoles.

Moody's constate une forte progression du crédit privé en Afrique, avec des actifs sous gestion à 5,6 Mds USD fin 2025

Le crédit privé connaît une progression rapide en Afrique, avec des actifs sous gestion passés de 1,8 Mds USD en 2020 à 5,6 Mds USD fin 2025, selon Moody's. Le nombre d'opérations de dette privée a également augmenté de 57 % en 2025, atteignant un niveau record. Cette dynamique reflète notamment les besoins de financement des infrastructures, des PME et des entreprises de taille intermédiaire, dans un contexte de marchés de capitaux encore peu profonds et de capacité limitée des banques à fournir des financements de long terme.

Le marché demeure toutefois de taille modeste, l'Afrique ne représentant que 0,3 % du marché mondial du crédit privé. Son développement repose encore largement sur l'intervention des institutions financières de développement, notamment à travers des garanties, des mécanismes de financement mixte et des investissements dans des fonds de dette. La poursuite de cette croissance dépendra ainsi de la capacité du secteur à mobiliser des investisseurs institutionnels privés, dans un contexte où les risques de change, de liquidité et de crédit restent élevés.

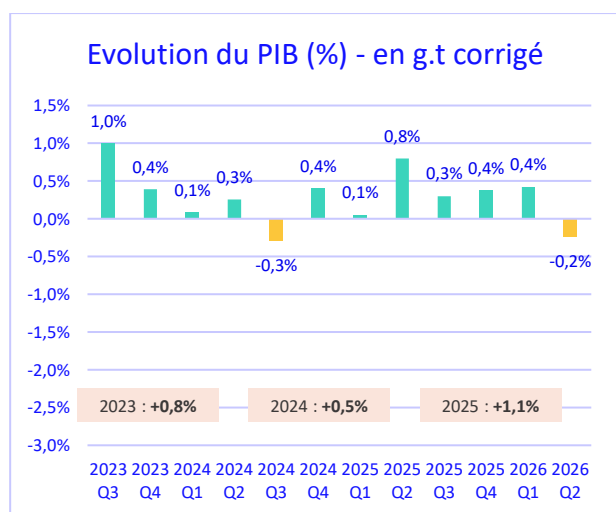
Afrique du Sud

L'activité se contracte de 0,2 % au deuxième trimestre 2026 (StatsSA)

Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), le PIB réel s'est contracté de 0,2 % au deuxième trimestre 2026 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une progression de

0,4 % au trimestre précédent. Cette contraction, qui met fin à six trimestres consécutifs de croissance, s'explique principalement par le recul du commerce (-1,9 %, soit une contribution de -0,2 point), de l'industrie manufacturière (-1,8 %, soit -0,2 point) et du secteur minier (-3,0 %, soit -0,1 point). Du côté de la demande, la consommation des ménages a progressé (+0,4 %, contribuant à hauteur de 0,3 point), de même que la consommation finale du gouvernement (+0,4 %, soit +0,1 point). L'investissement s'est en revanche contracté de 0,2 %, après -1,1 % au premier trimestre, marquant un deuxième trimestre consécutif de baisse. Les échanges extérieurs ont également pesé sur l'activité : les importations ont augmenté de 4,9 %, contre seulement 0,9 % pour les exportations, entraînant une contribution négative de 1,1 point des exportations nettes. La hausse des importations, intervient dans un contexte de renchérissement des produits énergétiques lié au conflit au Moyen-Orient.

La faiblesse de l'activité se reflète également sur le marché du travail : l'emploi a diminué de 16 000 postes au deuxième trimestre, tandis que le nombre de chômeurs a augmenté de 345 000, portant le taux de chômage officiel à 33,6 %, contre 32,7 % au trimestre précédent.



La France et l'Allemagne accordent 300 M EUR de prêts concessionnels adossés au JETP pour soutenir la réforme des

services des grandes villes sud-africaines

La France et l'Allemagne, via l'AFD et KfW, ont annoncé 300 M EUR (environ 5,6 Mds ZAR) de financements concessionnels pour soutenir la réforme des services des métropoles sud-africaines (Metro Trading Services Reform, MTSR). KfW apportera 200 M EUR et l'AFD 100 M EUR, dans le cadre de leurs engagements au titre du Just Energy Transition Partnership (JETP).

Lancé en mars 2026 par le National Treasury dans le cadre de la phase II d'Operation Vulindlela, le MTSR vise à améliorer la gouvernance et la performance financière et opérationnelle des services d'électricité, d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets dans les huit métropoles du pays (Johannesburg, Le Cap, eThekweni, Tshwane, Ekurhuleni, Nelson Mandela Bay, Buffalo City et Mangaung). Celles-ci desservent au total plus de 22 millions d'habitants. L'objectif est notamment de restaurer la capacité des municipalités à générer des recettes, réinvestir dans les infrastructures et réduire les interruptions de service ainsi que les retards d'investissement.

À moins de neuf semaines des prochaines élections municipales, cette annonce confirme l'engagement des bailleurs européens en faveur du redressement des finances locales. Le défi reste majeur : selon le Trésor sud-africain, 63 % des municipalités seraient aujourd'hui en situation de détresse financière. Johannesburg, qui représente environ 16 % du PIB national, doit à elle seule plus de 25 Mds ZAR à ses créanciers et reste confrontée à d'importantes difficultés de gouvernance et de gestion.

Le nouveau financement complète les engagements existants de l'AFD et de KfW auprès des métropoles sud-africaines, ainsi que les 350 M EUR de prêts concessionnels accordés par KfW à Johannesburg et au Cap ces deux dernières années pour

moderniser les réseaux électriques et intégrer les énergies renouvelables. Il vient également compléter le Metro Trading Services Program (MTSP) de 925 M USD, approuvé par la Banque mondiale en novembre 2025, dont les décaissements sont conditionnés à l'atteinte d'objectifs de performance mesurables.

Chery confirme une production « completely knocked down » (CKD) pour son usine de Rosslyn

Le constructeur chinois Chery a confirmé que la production de véhicules dans son usine de Rosslyn (Tshwane), reprise à Nissan en juillet 2026, se fera en « completely knocked down » (CKD), et non en semi-knocked down (SKD). Ce choix, plus exigeant en matière d'investissement industriel, doit permettre une intégration locale plus importante. Chery prévoit de produire 15 000 véhicules au second semestre 2027, avant d'atteindre la capacité annuelle de 50 000 unités. L'opération maintiendra les 692 emplois hérités de Nissan et devrait créer près de 3 000 emplois directs et indirects, avec un objectif de 40 % de contenu local d'ici 2028.

Cette orientation s'accompagne d'un programme de localisation déjà engagé. Fin août, Chery a notamment réuni à Rosslyn 23 équipementiers chinois afin d'amorcer la constitution d'un réseau de fournisseurs locaux. Le choix du CKD est ainsi présenté comme plus structurant pour l'industrie sud-africaine que le SKD, qui consiste principalement à assembler des véhicules semi-finis et génère moins de valeur ajoutée et d'emplois localement.

L'implantation de Chery intervient dans un secteur automobile sud-africain en pleine recomposition, marqué par l'arrêt de la production de Nissan et la montée en puissance des constructeurs chinois, dont BAIC, Foton, GWM et BYD. Elle s'inscrit également dans la stratégie du gouvernement, qui cherche, via les incitations de l'Automotive Production and

Development Programme (APDP), à favoriser des investissements générant davantage de production et de contenu local, plutôt qu'un simple assemblage de véhicules importés sous forme semi-finie.

Angola

L'inflation poursuit son ralentissement en août

L'inflation en Angola a poursuivi sa décrue en août 2026, atteignant 8,78 % en glissement annuel, contre 9,33 % en juillet, soit un ralentissement de 0,55 point de pourcentage sur un mois et de 10,09 points par rapport à août 2025. Il s'agit du deuxième mois consécutif avec une inflation sous le seuil de 10 %, une première depuis le lancement de la série de l'indice national des prix à la consommation (IPCN) en 2015. Le segment de l'alimentation et des boissons non alcoolisées demeure de loin le principal contributeur à la hausse générale des prix, à hauteur de 6,01 points de pourcentage, devant la santé (+0,42 point) et l'éducation (+0,37 point). D'importantes disparités territoriales subsistent : l'inflation atteint 11,53 % à Cabinda, 11,25 % à Malanje, et 10,69 % dans la Lunda Sul, contre seulement 5,22 % dans le Cuanza Norte, 5,85 % à Huambo, et 6,69 % au Cunene.

L'Angola renforce son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux

L'Angola a renforcé son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux avec l'adoption de la loi n° 8/26 du 19 août 2026, qui élargit les mesures de vigilance applicables aux personnes politiquement exposées (PPE). Celles-ci concernent désormais également leurs ascendants et descendants, ainsi que les conjoints ou partenaires de leurs parents, grands-parents, arrière-grands-parents, enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants. La nouvelle législation précise par ailleurs la définition du blanchiment de capitaux, qui couvre notamment la conversion, le

transfert, la dissimulation ou la facilitation d'opérations portant sur des actifs issus d'activités criminelles. Ce renforcement du cadre juridique s'inscrit dans les efforts engagés par les autorités angolaises pour améliorer le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, alors que l'Angola demeure inscrit sur la liste grise du GAFI.

Angola Oil & Gas 2026 / Près de 85 Mds EUR investis dans le secteur pétrolier angolais en neuf ans, et 70 Mds USD projetés d'ici 2030.

La 7^e édition d'Angola Oil & Gas (AOG) s'est tenue les 9 et 10 septembre 2026 à Luanda. Organisé au Centre de conventions de Talatona, l'événement a réuni plus de 3 000 participants issus de plus de 40 pays, parmi lesquels les autorités angolaises, les principales compagnies pétrolières mondiales, des investisseurs et des acteurs de la chaîne de valeur. La conférence a été notamment l'occasion d'échanger sur les perspectives d'investissement dans le secteur, les nouveaux projets pétroliers et gaziers, et l'évolution du cadre réglementaire, ainsi que de rencontrer les principaux acteurs présents en Angola. Parmi les intervenants, on notera la présence des PDG de TotalEnergies et Chevron. L'Angola a attiré près de 99 Mds USD (85 Mds EUR) d'investissements dans le secteur pétrolier au cours des neuf dernières années, selon le ministre d'État à la Coordination économique, José de Lima Massano, qui s'exprimait à l'ouverture d'Angola Oil & Gas 2026. Sur cette période, 38 puits d'exploration ont été forés, aboutissant à 16 découvertes, tandis que 72 nouvelles concessions pétrolières ont été négociées, dont 44 sont déjà signées et 28 restent en cours d'approbation. Les autorités entendent poursuivre l'exploration afin de renouveler les réserves et de soutenir la production à long terme, tout en augmentant la part de la valeur créée localement. 70 Mds USD d'investissements sont ainsi projetés pour

la période 2026-2030. Le gouvernement mise également sur le développement du gaz naturel, notamment des gisements de gaz non associé, et sur le renforcement des capacités nationales de raffinage avec la raffinerie de Cabinda et celle de Lobito en construction, afin de réduire la dépendance aux importations de produits pétroliers.

Malawi

Le groupe français Carester s'implique dans la chaîne de valeur du projet minier de Kangankunde

L'australien Lindian Resources, qui développe le projet de terres rares de Kangankunde au Malawi, avec une entrée en production prévue fin 2026, a annoncé un accord avec le français Carester pour intégrer sa technologie à la chaîne de transformation du projet.

Le concentré de monazite produit à Kangankunde, riche notamment en néodyme, praséodyme, dysprosium et terbium, doit alimenter une future usine de séparation à Stepnogorsk, au Kazakhstan, dont Carester accompagnera la mise en service. Le groupe français a également conclu un accord d'approvisionnement de dix ans portant sur les terres rares lourdes produites au Kazakhstan, destinées à sa future usine Caremag de Lacq, en France. Considérée comme un projet clé pour la souveraineté industrielle européenne, cette usine vise à briser le monopole de la Chine sur le marché mondial des terres rares.

Il ne s'agit pas du premier projet du groupe français en Afrique australe. En février 2026, Carester avait conclu un accord d'offtake avec le sud-africain Frontier Rare Earths, qui possède la mine de Zandkopsdrift (Northern Cape). Le site produira de l'oxyde de néodyme-praséodyme (NdPr) de haute pureté ainsi qu'un carbonate mixte de terres rares lourdes (MHREC). Le contrat comprend un

engagement de sept ans. La première production commerciale est officiellement ciblée pour 2030.

Mozambique

L'État se désengage partiellement de l'opérateur télécom TMCEL

Les autorités mozambicaines viennent de faire savoir qu'elles recherchent un partenaire stratégique pour l'opérateur public de télécommunications TMCEL d'ici janvier 2027 et finaliser les modalités d'une cession partielle de la participation de l'État. Dans cette perspective, les Ministres des Finances et des Communications viennent d'être autorisés à mettre en place une équipe technique chargée de négocier la cession des parts de l'État. Un rapport désignant le partenaire retenu ainsi qu'un projet de décret précisant les modalités de l'opération devra être remis d'ici à janvier 2027. Des candidats potentiels sont cités : Axian Telecom, groupe panafricain dont le siège est à Maurice ; un consortium composé d'Optimum Systems et de Meridian Ventures Investment, de Dubaï ; Aikun Solutions, également basée à Dubaï.

TMCEL est une entreprise publique confrontée depuis plusieurs années à des difficultés financières majeures. Le gouvernement indique que l'opération vise à préserver les intérêts stratégiques de l'État dans les infrastructures de télécommunications, à moderniser l'entreprise et à assurer la continuité des services essentiels.

La Chine renforce sa présence dans le graphite

Une filiale de l'entreprise chinoise Shandong Xinsheng Minerals (anciennement Shandong Yulong Gold), a finalisé l'acquisition de 70 % des actifs de graphite de Triton Minerals dans la région du Cabo Delgado.

La transaction, d'un montant de 17 M USD, porte sur le projet d'Ancuabe et la concession de Cobra Plains, permettant à l'entreprise chinoise de prendre le contrôle de ces actifs détenus par une petite société australienne qui n'était pas en mesure de financer l'exploitation minière.

Cette opération vient renforcer les premières positions prises en début d'année par la Chine au Mozambique dans le secteur de l'extraction du graphite, lorsque fut inaugurée, en présence du Président mozambicain Daniel Chapo, les travaux d'une première unité relativement importante (mine de graphite et usine de traitement à Nipepe, dans la province de Niassa. Construite par DH Mining, qui fait partie du groupe chinois Jinan Yuxiao, investissement compris entre 150 et 200 M USD, avec une capacité de production prévue de 200 000 tonnes par an).

Namibie

Le norvégien Equinor entre au capital d'un permis d'exploration pétrolière opéré par Chevron dans l'Orange Basin

Le groupe norvégien Equinor a annoncé l'acquisition d'une participation de 17,4 % dans le permis pétrolier PEL 90 (bloc 2813B), situé dans l'Orange Basin au large de la Namibie, auprès d'Harmattan Energy, filiale namibienne de Chevron. Cette opération marque l'entrée d'Equinor sur le marché namibien et lui donne accès à un prospect qui doit faire l'objet d'un forage d'exploration en 2026. Le permis reste opéré par Chevron et détenu aux côtés de QatarEnergy, Trago Energy et de la compagnie publique NAMCOR. La transaction est soumise à l'approbation des autorités namibiennes.

Cette entrée confirme l'attractivité croissante du Bassin d'Orange, où les découvertes de TotalEnergies, Shell et Galp depuis 2022 ont révélé un potentiel de plusieurs milliards de barils. De nombreux majors et indépendants, dont Woodside,

Rhino Resources et Azule Energy, se sont depuis positionnés sur les blocs voisins, tandis qu'une première production dans le bassin est attendue à l'horizon 2030.

L'opération s'inscrit également dans la stratégie de recentrage du portefeuille international d'Equinor. Le groupe vise une production hors Norvège de 950 000 barils équivalent pétrole par jour en 2030, contre 750 000 au deuxième trimestre 2026, en privilégiant un nombre limité de pays à fort potentiel, notamment les États-Unis, le Brésil et l'Angola. Après avoir cédé certaines positions historiques, notamment en Azerbaïdjan et au Nigeria, Equinor fait ainsi le choix d'une croissance internationale sélective, en prenant position sur de nouveaux bassins à fort potentiel comme la Namibie.

La Namibie refuse les nouvelles conditions américaines de partage de données de santé

La Namibie a rejeté les nouvelles conditions américaines liées au financement de sa réponse au VIH/sida, qui prévoyaient notamment un accès à des données de santé sensibles et à des échantillons biologiques. Les autorités namibiennes, après examen des projets d'accords par le procureur général, ont estimé que ces dispositions n'étaient pas conformes au droit national et soulevaient des enjeux de vie privée et de souveraineté.

En conséquence, le financement américain consacré au VIH en Namibie sera ramené à environ 720 M NAD l'an prochain, avant un retrait progressif du soutien financier américain. Washington maintiendra principalement un appui technique. Pour le gouvernement namibien, cette transition s'inscrit dans sa stratégie de pérennisation du système de santé, adoptée en 2024 et visant à renforcer progressivement le financement national de la lutte contre le VIH, la tuberculose, le paludisme et les hépatites virales.

Le refus namibien intervient dans un contexte de résistance croissante de plusieurs pays africains aux nouvelles conditions américaines en matière d'aide sanitaire. La Zambie et le Zimbabwe avaient rejeté des accords de respectivement 1 Md USD (sur cinq ans) et 367 M USD (sur cinq ans), comportant des exigences similaires en matière de partage de données et de matériel biologique. Dans les deux cas, ces tensions illustraient une évolution vers une relation plus transactionnelle avec Washington, où les volets sanitaires semblent désormais implicitement liés à des enjeux économiques et stratégiques plus larges, notamment dans le secteur des ressources minières critiques.

Zambie

La réélection de Hichilema confirme la continuité de la politique économique

La Zambie a abordé les élections du 13 août après plusieurs avancées en matière de stabilisation macroéconomique, avec une inflation revenue dans la cible de la Banque de Zambie fin avril, des réserves internationales portées à 6,4 Mds USD, soit 4,4 mois d'importations projetées, et des accords de restructuration de la dette publique couvrant environ 94 % de la cible. La réélection de Hakainde Hichilema avec 61 % des suffrages devrait favoriser la continuité de cette orientation économique, alors que le FMI avait ramené sa prévision de croissance pour 2026 à 4,3 %, notamment en raison des contraintes énergétiques, des pressions budgétaires et du ralentissement de la production minière.

Le principal enjeu du nouveau mandat sera de transformer la stabilisation macroéconomique en amélioration tangible des revenus et des conditions de vie. La poursuite de la discipline budgétaire devra être conciliée avec le soutien à l'investissement privé, à l'emploi, à l'agriculture et à l'industrialisation. La

prévisibilité du cadre fiscal et minier, la sécurité énergétique et la transformation locale des ressources minières seront déterminantes pour renforcer la productivité et l'investissement de long terme.

ZIMBABWE

La Banque mondiale appelle à accélérer les réformes structurelles pour soutenir la croissance et l'emploi

Selon la Banque mondiale, la stabilisation macroéconomique récente ouvre une fenêtre d'opportunité pour accélérer la transformation structurelle du Zimbabwe. La discipline budgétaire et monétaire a permis de ramener l'inflation en monnaie locale à un niveau inférieur à 10 % début 2026, une première depuis 1997, tandis que la croissance du PIB réel a atteint près de 6 % en moyenne annuelle entre 2021 et 2025. Cette amélioration ne s'est toutefois pas encore traduite par une hausse significative de l'emploi productif et des revenus : 80 % des actifs travaillent dans le secteur informel, pour un revenu mensuel médian d'environ 130 USD, et près de la moitié de la population vit sous le seuil international de pauvreté 3 USD (par personne et par jour, en PPA aux prix de 2021).

La Banque mondiale estime qu'en l'absence d'accélération des réformes, la croissance

s'établirait autour de 4 % en moyenne jusqu'en 2030, retardant l'objectif officiel d'accès au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à 2036. À l'inverse, la mise en œuvre de réformes structurelles pourrait porter le PIB réel à un niveau supérieur de 10,7 % au scénario de référence en 2030 et de 26,9 % en 2040, tout en permettant la création de jusqu'à 230 000 emplois supplémentaires et une hausse de plus de 30 % des revenus réels des travailleurs à l'horizon 2040.

Le rapport identifie quatre priorités : i) la poursuite de la stabilisation macroéconomique et la résolution des arriérés de dette, afin de restaurer l'accès aux financements concessionnels ; ii) le renforcement des infrastructures, notamment électriques, de transport et d'irrigation ; iii) l'amélioration de l'environnement réglementaire ; et iv) la mobilisation de l'investissement privé. Les infrastructures énergétiques constituent un enjeu particulièrement important, le coût des coupures d'électricité étant estimé à 6,1 % du PIB par an. La Banque mondiale souligne ainsi que la fiabilisation du réseau électrique et la facilitation des échanges pourraient produire des gains rapides, avant d'engager des réformes plus profondes du cadre juridique et du secteur financier.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr